COMPTE RENDU

Le Maire ouvre la séance et accueille M. LENORMAND de GEODEV qui va répondre à vos questions avant l'approbation définitive du PLU

1 - Approbation du PLU

Le Maire, après ces échanges, vous demande de valider le PLU et le droit de préemption urbain.

Le Maire rappelle au conseil municipal les étapes de la procédure de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, fixée au Code de l'Urbanisme.

Il indique que l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme étant achevée et le commissaire enquêteur ayant déposé son rapport, il convient, maintenant d'approuver ce document d'urbanisme en vue de son entrée en application.

Le Conseil Municipal de Colleville,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 03 mars 2006 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, complétée par la délibération du 07 février 2007 et fixant les modalités de concertation et objectifs à poursuivre ;

Vu le débat du conseil municipal sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables en date du 14 mars 2014 ;

Vu la délibération en date du 12 décembre 2014 du conseil municipal tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme ;

Vu les remarques émises par les Personnes Publiques Associées consultées suite à l'arrêt du projet de PLU ;

Vu l'arrêté municipal en date du 22 juin 2015 prescrivant l'enquête publique relative au projet de Plan Local d'Urbanisme, enquête publique qui s'est déroulée du 24 août 2015 au 26 septembre 2015 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 20 octobre 2015 et du 22 octobre 2015 ;

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et des avis officiels des personnes publiques associées justifient quelques adaptations mineures du Plan Local d'Urbanisme, sans pour autant remettre en cause l'équilibre général du plan, comprenant notamment :

- *La protection de la perspective visuelle vers l'église par la définition de prescriptions spécifiques sur la parcelle section A 808, au titre de l'article L123-1-5 III 2° du Code de l'Urbanisme ;*
- *L'intégration des équipements sportifs à l'Est du bourg dans un secteur « Urbain de Loisirs » ;*
- *La réintégration d'une proportion importante de la parcelle OB 280 en zone naturelle, l'autre partie étant intégrée en secteur « Urbain de Loisirs », pour permettre la réalisation d'un terrain de pétanque couvert ;*
- *Des précisions relatives aux aménagements autorisés en zone humide ;*
- *Le report et la mise à jour de tous les périmètres de maîtrise de l'urbanisation autour des ICPE ;*
- *Des prescriptions complémentaires dans les Orientations d'Aménagement pour limiter l'impact paysager de l'urbanisation de la zone AUA .*
- *et sur le fonctionnement hydraulique du secteur ;*
- *L'identification d'une zone naturelle le long de la Valmont, dans les parties non urbanisées, notamment, au niveau du projet de golf ;*
- *La mise à niveau de diverses dispositions réglementaires pour ne pas entraver l'activité économique ;*
- *L'encadrement de la vocation commerciale (changements de destination à vocation commerciale et extensions autorisés) dans les zones urbaines ;*
- *Des compléments pour la compréhension du rapport de présentation ;*
- ...

Considérant que certaines remarques, issues notamment de l'enquête publique, ne sont pas prises en compte dans la version approuvée du document d'urbanisme, malgré les recommandations du commissaire enquêteur :

- *Certains terrains concernés par le zonage bleu ciel du PPRI (aléas faibles à moyen) ne sont pas exclus des zones urbaines, car ce zonage du PPRI n'interdit pas la construction, sous réserve de respecter les prescriptions du PPRI ;*
- *Certains terrains concernés par le périmètre de protection rapproché du captage du Petit Moulin ne sont pas exclus de la zone urbaine car la Déclaration d'Utilité Publique dudit captage n'interdit pas la construction, sous réserve de respecter certaines prescriptions ;*
- *Les périmètres de maîtrise de l'urbanisation autour de l'ICPE « Société Vermandoise Industries » seront modifiés sur la base des études de danger validées par les services de la DREAL, et ne peuvent tenir compte de la topographie si ce critère n'a pas été pris en compte dans l'étude de dangers.*

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

DECIDE d'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;

Ce Plan Local d'Urbanisme comprend :

- *un rapport de présentation,*
- *un Projet d'Aménagement et de Développement Durables,*
- *les orientations d'aménagement et de programmation,*
- *un règlement écrit et graphique,*
- *des annexes (dont un plan des Servitudes d'Utilité Publique, des rapports complémentaires),*
- *les pièces administratives (délibérations, avis des Personnes Publiques Associées, conclusions du Commissaire Enquêteur).*

Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Dit que, conformément à l'article L. 123-10 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de Colleville : lundi/jeudi/vendredi 9h-12h mardi 18h-20h ainsi qu'à la préfecture de Seine-Maritime à Rouen.

Dit que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture de Seine-Maritime et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Le Conseil valide également le droit de préemption urbain dès que la délibération approuvant le PLU sera rendue exécutoire.

2-Projet de schéma départemental de coopération intercommunale

Le Maire informe le conseil que par délibération du 19 novembre 2015, la Communauté de Communes du Canton de Valmont a émis un avis sur le projet de SDCI.

Il appartient également à l'ensemble des conseillers municipaux de se prononcer sur ce projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale.

Vu La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'article L5210-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la lettre de Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime en date du 2 octobre 2015 notifiant le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) et rappelant le calendrier de mise en place du SDCI.

Considérant que le projet de SDCI présenté lors de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale du 2 octobre 2015, prévoit la fusion de la Communauté de Communes du Canton de Valmont et de la Communauté d'Agglomération Fécamp Caux Littoral ;

Considérant la volonté des maires de la communauté de communes du canton de Valmont d'anticiper la mise en œuvre du SDCI, en débutant un travail collaboratif avec l'Agglomération Fécamp Caux Littoral durant l'été 2015 sur le rapprochement institutionnel des 2 communautés ;

Considérant la volonté des communes de Criquetôt-le-Mauconduit et Vinnemerville, justifiée, entre autre, par l'organisation scolaire et la position géographique de leur territoire dans celui de la Côte d'Albâtre, de sortir du territoire de la Communauté de Communes du canton de Valmont pour intégrer la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre.

Considérant la délibération de la Communauté de Communes du Canton de Valmont en date du 19 novembre 2015 se prononçant sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention,

☞ Emet un avis favorable au projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale notifié le 6 octobre 2015 prévoyant la fusion de la Communauté de Communes du canton de Valmont et de la Communauté d'Agglomération Fécamp Caux Littoral ;

☞ Ne s'oppose pas à la sortie des communes de Criquetôt- le-Mauconduit et Vinnemerville du territoire de la Communauté de Communes du Canton de Valmont pour intégrer la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre, sous réserve de l'accord de celles-ci.

3- Représentant de la commune au sein de la commission locale d'évaluation des charges transférées de la ccv.

Suite à la demande de la CCCV qui a décidé de créer une commission d'évaluation des charges transférées de la CCCV à la communauté d'agglomération, constituée du Maire en qualité de titulaire et d'un suppléant à désigner. Le Maire vous propose Denis HEBERT, déjà suppléant à la CCV, qui a donné son accord

*Le conseil après en avoir délibéré,
NOMME suppléant M. Denis HEBERT, 1^{er} adjoint*

4-Projet de transfert de la compétence PLU à la communauté de communes de Valmont

Le Maire informe le conseil que par délibération en date du 19 novembre 2015, la Communauté de Communes de Valmont a approuvé la prise de compétence en matière d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme.

La proposition de modification des statuts de la CCCV et de rédaction de la compétence consiste en l'ajout au 3. «au titre de l'aménagement de l'espace exclusivement » de l'article 2 « compétences » des statuts de la CCCV :

« h) Plan Local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale. »

Il appartient désormais à l'ensemble des conseils municipaux de se prononcer sur ce transfert de compétence.

« Vu l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités territoriales relatif au transfert de compétences ;

Vu l'article L.5214-16 1-1° du Code Général des Collectivités territoriales relatif aux compétences des communautés de communes ;

Considérant que l'article 136 de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme Renoué (ALUR) promulguée le 24 mars 2014 prévoit que les communautés de communes deviendront automatiquement compétentes en matière de PLU le lendemain de l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de la présente loi ;

Considérant en outre que les communes membres d'une communauté peuvent transférer de façon volontaire la compétence en matière de PLU à la communauté avant les échéances prévues par la loi ;

Considérant le projet de SDCI qui prévoit le regroupement de la Communauté de Communes du Canton de Valmont et de l'Agglomération Fécamp Caux Littoral, exerçant déjà la compétence PLUi ;

Considérant le souhait de la Communauté de Communes de s'engager dans une démarche prospective de planification de l'urbanisme à l'échelle communautaire ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 10 voix pour, 0 voix contre et 0 Abstention,

Considérant que l'article 136 de la loi pour l'accès au logement et l'urbanisme rénové (ALUR) promulguée le 24/03/2014 prévoit que les communautés de communes deviendront automatiquement compétentes en matière de PLUi le lendemain de l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de la présente loi, soit le 24/03/2017,

Considérant l'approbation du PLU communal le 18/12/2015,

Considérant la méconnaissance de l'articulation entre le PLU communal et le futur PLUi, et notamment les incidences du second sur le premier,

DECIDE de ne pas anticiper le transfert de compétence en cette matière avant la date de basculement automatique de la dite compétence au profit de l'intercommunalité, le temps nécessaire pour aborder cette évolution.

5-Adhésion au service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme

Etant dorénavant doté d'un PLU, le service d'instruction des autorisations d'urbanisme (DDTM) est supprimé pour ces communes. Ainsi, le Maire propose d'adhérer au service mutualisé d'instruction des dossiers de la communauté d'agglomération Caux Littoral, sachant que les dépenses y afférentes seront prises en charge par la CCCV.

Le Conseil Municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29,

VU le Code de l'urbanisme, notamment son article R.423-15,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

VU la délibération du Comité Syndical mixte en date du 13 avril 2015 portant création d'un service d'instruction mutualisé, chargé de procéder à l'instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte des communes (restant compétentes pour la délivrance des autorisations d'urbanisme) et autorisant la signature des conventions d'utilisation du service avec les communes adhérentes,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de COLLEVILLE approuvé le 18/12/2015

VU le rapport présenté,

Après en avoir délibéré :

1*) DECIDE d'adhérer au service commun d'instruction des actes d'urbanisme mis en place par le Syndicat Mixte de Coopération Territoriale Fécamp Valmont,

2*) AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention formalisant cette adhésion ainsi qu'à accomplir toutes les formalités subséquentes.

6-Convention tripartite relative aux interventions du service d'instruction des autorisations d'urbanisme du syndicat mixte de coopération territoriale Fécamp Valmont

Si l'adhésion au service mutualisé d'instruction est décidée, il est nécessaire de valider une convention tripartite que le Maire soumet à votre approbation.

Le Conseil valide la convention et autorise le Maire à signer celle-ci.

7-Institution du permis de démolir/Déclaration préalable de travaux pour clôture/Déclaration préalable de travaux pour ravalement

Le Maire vous demande d'en décider.

Le Conseil donne son accord de principe qui sera confirmé à une prochaine réunion dès que l'approbation du PLU sera rendue exécutoire.

8-Présentation du plan en élévation de la cantine.

Le Maire présente au conseil le plan d'élévation de la cantine.

Le Conseil, au vu des photos, considérant que le toit n'est pas en harmonie avec les bâtiments à proximité demande de revenir à un toit à deux ou quatre pentes. Il demande également de revoir le positionnement de la rampe d'accès trop massif

9-Intégration dans la voirie d'une cession de terrain appartenant à M Mme Lacheray

Suite à la construction de 4 habitations sur un terrain appartenant à M et Mme LACHERAY Pierre, une cession gratuite a été nécessaire pour élargir la voie publique. Le Maire demande au conseil d'intégrer cette parcelle section B 526 dans la voirie communale et de prendre Maîtres HAZARD-AUVRAY -LAURIAU pour passer l'acte.

Le Conseil après en avoir délibéré, DECIDE, sur proposition du propriétaire (Cristal Union)

-d'intégrer dans la voirie communale, la cession gratuite d'une parcelle cadastrée section B N° 256, actuellement propriété de Monsieur et Madame Lacheray Pierre.

-De prendre Maitres Auvray Hazard Lauriau notaires à Valmont pour signer l'acte

-De donner tous pouvoirs au Maire pour signer toutes pièces concernant cette Transaction.

10-Désicion modificative

Budget annexe zone artisanale :

Investissement intégration des salaires travaux en régie

☞ Dépenses

Compte 2135-040 + 11 000

Compte 2135-100 - 11 000

☞ Recettes

Compte 722-042 11 000

Fonctionnement-ajustement des centimes de TVA

Compte 658 + 2.00 €

Compte 60628 - 2.00 €

Le Conseil après en avoir délibéré, vote les décisions modificatives présentées.

11-Questions diverses

- 1 Musicole : demande, d'installation de la wifi à l'étage de la Mairie et fourniture d'une cafetière.

Le conseil n'est pas opposé à l'installation de la wifi à l'étage mais charge le Maire, au préalable, de consulter M. Thomas DPI informatique.

Pour ce qui concerne la cafetière, la cuisine de l'étage n'étant plus utilisée par les employés communaux en raison de la mise à disposition d'un réfectoire au local technique, le Conseil considère qu'il n'y a pas d'intérêt pour la commune d'immobiliser une cafetière spécifiquement pour les associations.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 22 h 25